



Activité sans rebond en région Centre au deuxième trimestre 2014

L'emploi stagne alors qu'il est en très légère hausse en France métropolitaine. La construction est toujours en grande difficulté aussi bien en termes d'emploi qu'au niveau de la construction de logements. Le secteur des services marchands évolue plus favorablement et les emplois intérimaires y progressent, permettant la stabilisation d'ensemble. Le marché du travail reste difficile avec un taux de chômage maintenu à 9,3 %, niveau inférieur à celui de la France métropolitaine. Il se contracte sous l'effet de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi allié à une diminution des offres d'emploi. La création d'entreprises s'essouffle, notamment pour les auto-entreprises, alors que les défaillances d'entreprises reculent. Par ailleurs, les échanges extérieurs se replient. D'autre part, la fréquentation hôtelière montre des signaux positifs.

Caroline Métois, Karine Péliou (Insee Centre), Nadia Boudou (Directe Centre)

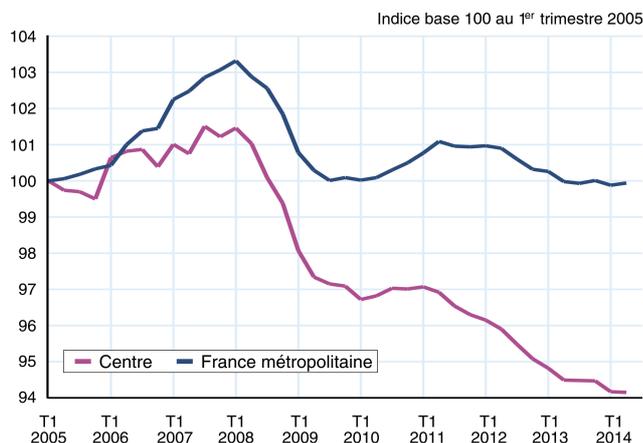
Rédaction achevée le 15 octobre 2014

Stabilisation de l'emploi en région Centre

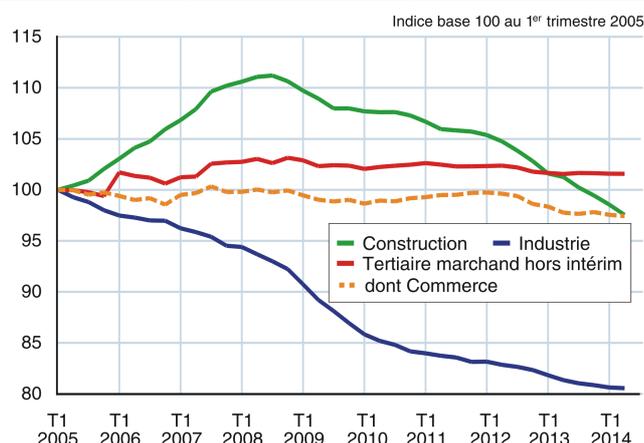
Le Centre compte 561 000 emplois salariés au deuxième trimestre 2014. Après un recul au trimestre précédent, l'emploi reste stable dans la région, alors qu'il est en très légère hausse en France métropolitaine (+ 0,1 %). Sur un an, il baisse de 0,4 % alors qu'il est stable en métropole (*figure 1*).

L'emploi régional se dégrade dans tous les secteurs à l'exception de l'intérim et à un degré moindre des services marchands hors intérim. La construction subit à nouveau de fortes pertes, le recul trimestriel atteignant - 1,0 %. Dans le commerce et l'industrie, le repli se poursuit à - 0,1 % (*figure 2*).

1 Évolution de l'emploi salarié marchand



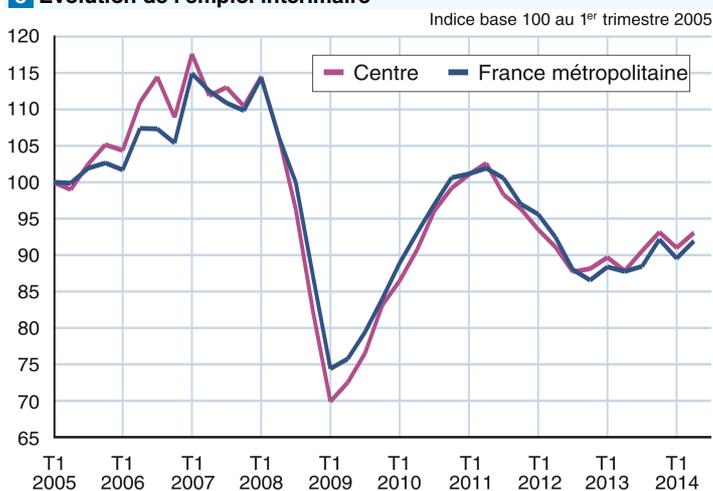
2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur



Hausse de l'emploi intérimaire

Dans le Centre, après une baisse significative le trimestre précédent, l'emploi intérimaire repart à la hausse avec une croissance de 2,3 % (figure 3). La tendance est la même en France métropolitaine, à un niveau légèrement supérieur (+ 2,7 %). Sur un an, l'emploi dans l'intérim progresse de 6,0 %, soit 1,2 point de plus qu'en métropole. Les effectifs intérimaires diminuent dans la construction et l'industrie alors qu'ils augmentent dans les services.

3 Évolution de l'emploi intérimaire



Champ : emploi en fin de trimestre ; données corrigées des variations saisonnières
Note : données trimestrielles
Source : Insee, Estimations d'emploi

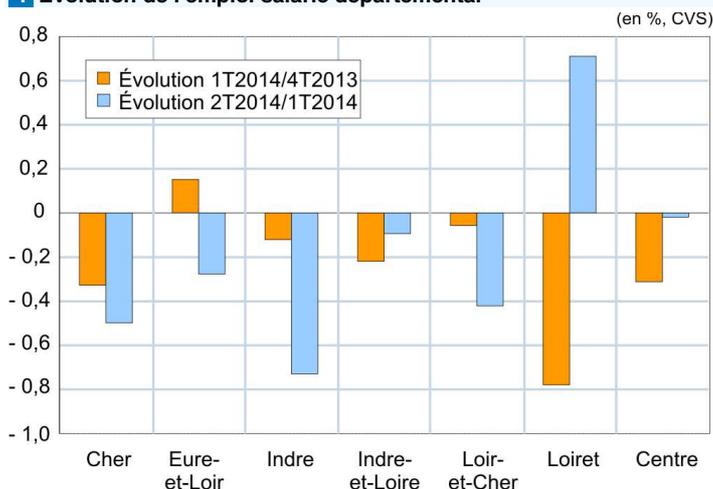
Croissance de l'emploi dans le Loiret

Au deuxième trimestre 2014, l'emploi progresse dans le seul département du Loiret (+ 0,7 %) faisant suite à une baisse équivalente au trimestre précédent (figure 4).

Il diminue assez fortement dans l'Indre (- 0,7 %). Les autres départements subissent un recul de l'emploi qui oscille entre - 0,5 % dans le Cher et - 0,1 % dans l'Indre-et-Loire.

Sur un an, l'emploi baisse dans l'ensemble des départements du Centre, notamment au sud de la région, dans l'Indre et le Cher et dans une moindre mesure dans l'Eure-et-Loir.

4 Évolution de l'emploi salarié départemental



CVS : corrigées des variations saisonnières
Champ : emploi salarié du secteur privé marchand non agricole
Source : Insee, Estimations d'emploi

Stabilisation du chômage

Le taux de chômage régional s'établit à 9,3 % au deuxième trimestre 2014. Il reste toujours inférieur de 0,4 point au niveau métropolitain.

En région Centre, comme en métropole, le taux se stabilise par rapport au trimestre précédent. La variation annuelle est légèrement inférieure à celle de l'échelon métropolitain (figure 5).

5 Évolution du taux de chômage



Note : données trimestrielles
Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

Le chômage diminue dans le Cher, mais ce département reste malgré tout le plus touché de la région (9,9 %). À l'inverse, il augmente dans les autres départements (+ 0,1 point) et plus particulièrement dans l'Indre (+ 0,2 point) (figure 6).

6 Taux de chômage départementaux

| | 2 ^e trimestre 2014* (en %) | Variation (en point) | |
|------------------|--|-------------------------|--------------|
| | | sur un trimestre | sur un an |
| Cher | 9,9 | - 0,1 | - 0,5 |
| Eure-et-Loir | 9,5 | 0,1 | 0,0 |
| Indre | 9,3 | 0,2 | 0,0 |
| Indre-et-Loire | 8,8 | 0,1 | - 0,2 |
| Loir-et-Cher | 8,8 | 0,1 | - 0,2 |
| Loiret | 9,7 | 0,1 | 0,0 |
| Centre | 9,3 | 0,0 | - 0,1 |
| Métropole | 9,7 | 0,0 | - 0,2 |

*Estimations provisoires au 2^e trimestre 2014
Source : Insee, Taux de chômage localisés

Toujours plus de demandeurs d'emploi

Au deuxième trimestre 2014, environ 196 000 demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C sont inscrits à Pôle emploi en région Centre, soit une progression trimestrielle de 2,7 % (figure 7). Celle-ci est supérieure de 0,8 point à l'évolution métropolitaine. Alors que les sorties de Pôle emploi ralentissent fortement (- 2,8 %), les entrées sont en nette augmentation par rapport au trimestre précédent (+ 3,9 %).

La situation des jeunes demandeurs d'emploi se dégrade : après avoir diminué en début d'année, le nombre de chômeurs de moins de 25 ans s'accroît ce trimestre (+ 2,1 %). Cette catégorie reste malgré tout la moins touchée par la hausse. Leur part dans l'ensemble des chômeurs reste stable. Dans la continuité des trimestres précédents, l'augmentation est plus forte pour les chômeurs de 50 ans et plus (+ 2,7 %) et les chômeurs de longue durée (+ 3,4 %). Ces derniers représentent désormais 45,5 % de l'ensemble des demandeurs d'emploi, soit 3 points de plus qu'au trimestre précédent et qu'au niveau métropolitain.

7 Demandeurs d'emploi (A, B, C) inscrits à Pôle emploi

| | 2 ^e trimestre 2014 | Variation (en %) | |
|------------------------------|-------------------------------|------------------|------------|
| | | sur un trimestre | sur un an |
| Centre | 196 363 | 2,7 | 5,6 |
| Moins de 25 ans | 33 765 | 2,1 | 0,0 |
| 50 ans et plus | 44 063 | 2,7 | 10,8 |
| Inscrits depuis plus d'un an | 84 662 | 3,4 | 12,9 |
| Métropole | 5 043 200 | 1,9 | 5,1 |

Calcul des CVS : DIRECCTE du Centre / ESE, Pôle emploi Centre
Sources : Statistiques mensuelles du marché du travail ; Pôle emploi, Dares

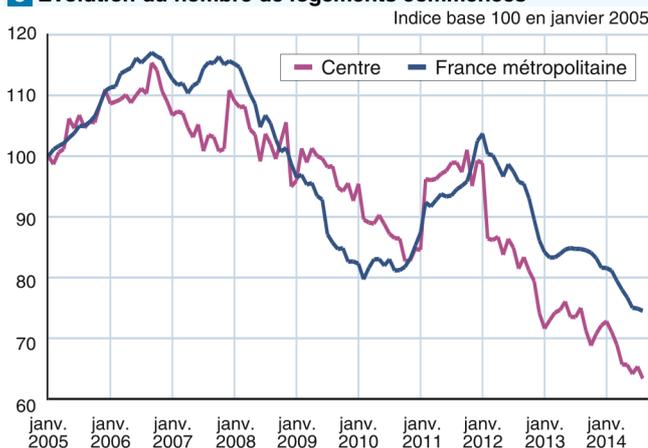
Hausse des offres d'emploi durables

Après un rebond au trimestre précédent, les offres d'emploi collectées par Pôle emploi en région Centre reculent au second trimestre (-4,5%), de façon plus conséquente qu'en France métropolitaine (-0,6%). Sur un an, l'écart s'accroît : le recul est de 13% alors que l'évolution est positive en métropole (+1%). Les offres de plus de six mois repartent à la hausse, avec une augmentation trimestrielle de 7%, alors que celles de six mois ou moins chutent fortement (-15%). Sur un an l'évolution est similaire : les offres durables progressent (+9%) tandis que les offres non durables s'écroulent (-30%). Après un trimestre en retrait, les offres d'emploi de plus de six mois sont de nouveau les plus importantes en volume.

Poursuite de la baisse des constructions de logements

En lien avec le recul de l'investissement immobilier en métropole, la conjoncture pour le secteur de la construction continue de se dégrader dans le Centre. En région, les autorisations de construire ainsi que le nombre de logements commencés diminuent respectivement de 18 et 13% sur un an. Pour ces derniers, la baisse est un peu plus accentuée qu'au niveau métropolitain (figure 8). La dégradation concerne uniquement l'habitat individuel, fortement impacté (-36% par rapport au même trimestre de 2013). Faisant suite à un fort recul au trimestre précédent, l'habitat collectif progresse (+3%).

8 Évolution du nombre de logements commencés



Note : données mensuelles brutes, en date de prise en compte. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : SOeS, [Sit@del2](#)

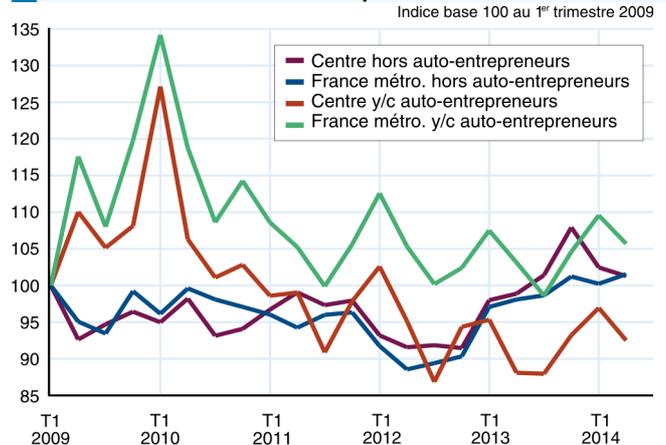
Essoufflement de la création d'entreprises

Après deux trimestres consécutifs de reprise, la création d'entreprises s'essouffle de nouveau pour atteindre 3 860 unités au second trimestre. La baisse est significative et supérieure à celle de la métropole (-4,6 contre -3,5%). Ce recul régional s'observe surtout pour la création d'auto-entreprises (-7,4%), qui s'inscrit dans une tendance nationale à la

baisse de ce type de création. Dans une moindre mesure, la création classique est également touchée alors qu'elle progresse en France métropolitaine (-1,1 contre +1,3%) (figure 9).

Le repli en région concerne la totalité des secteurs, en particulier la construction et les activités de soutien aux entreprises, le commerce étant le moins impacté.

9 Évolution de la création d'entreprises

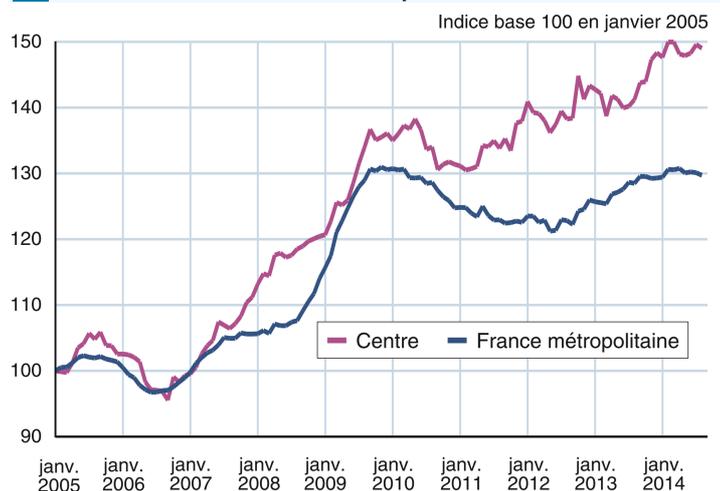


Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture
Note : les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs sont corrigées des jours ouvrables et corrigées des variations saisonnières (CJO-CVS), les créations sous régime d'auto-entrepreneur sont brutes. Données trimestrielles
Source : Insee, REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene)

Recul des défaillances d'entreprises

Après le niveau très haut du trimestre précédent, le nombre de défaillances d'entreprises diminue en région comme en métropole, la baisse trimestrielle étant de 2,5%. Cette embellie provient principalement des secteurs du commerce et des activités de services aux particuliers, relativement épargnés. Sur un an, cependant, les défaillances régionales progressent davantage qu'en métropole (+4 contre +1%). La construction, qui représente plus d'un quart des défaillances, est le secteur le plus affecté (figure 10).

10 Évolution des défaillances d'entreprises



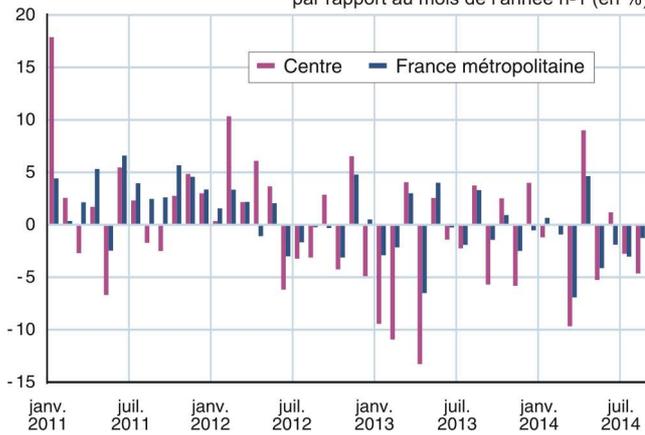
Note : données mensuelles brutes au 9 octobre 2014, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.
Source : Fiben, Banque de France

Amélioration de la fréquentation hôtelière

Au deuxième trimestre, le nombre de nuitées enregistrées progresse légèrement par rapport au même trimestre de l'année précédente (+0,9%) alors qu'il diminue d'autant en métropole. Cette amélioration fait suite à un an et demi de baisses successives (figure 11). Avril a été particulièrement favorable au tourisme régional. Ce trimestre, la clientèle étrangère représente un visiteur sur quatre dans la région. Cette part reste stable sur un an.

11 Évolution de la fréquentation dans les hôtels

Évolution du nombre de nuitées du mois de l'année n par rapport au mois de l'année n-1 (en %)



Note : données mensuelles brutes. Suite au changement de méthode intervenu début 2013, les données 2011 et 2012 ont été répolées.

Sources : Insee ; DGCIIS, partenaires régionaux

Repli des échanges extérieurs

Poursuivant la tendance observée lors des précédents trimestres, en région Centre, les échanges extérieurs se replient au deuxième trimestre 2014. Les exportations chutent à 4,3 milliards d'euros et les importations à 4,1 milliards (figure 12). La diminution étant supérieure pour les importations, le solde commercial s'accroît : il atteint 190 millions d'euros. Sur les quatre derniers trimestres, les volumes importés diminuent davantage que ceux exportés (- 7,7 contre - 5,8 %).

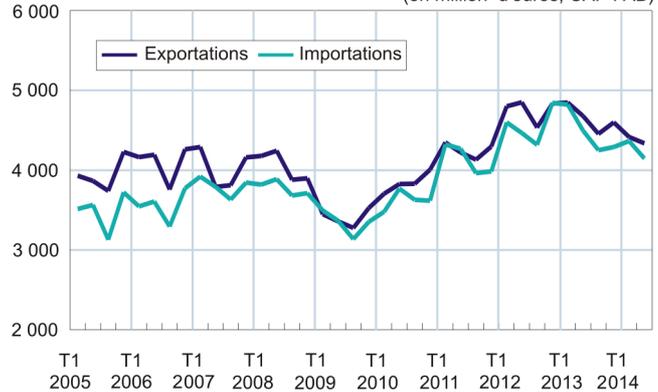
Contexte national - La reprise différée

Au deuxième trimestre 2014, l'activité a de nouveau stagné. La production manufacturière s'est nettement repliée (- 0,9 %), l'investissement des entreprises et les exportations ont déçu. L'économie française croîtrait à peine au second semestre (+ 0,1 % par trimestre), portant la croissance à + 0,4 % en 2014, comme en 2012 et 2013. La consommation des ménages croîtrait peu, en lien avec un pouvoir d'achat du revenu qui accélérerait modérément (+ 0,8 %, après 0,0 % en 2013) et l'investissement en logement continuerait de reculer. L'investissement des entreprises, qui pâtit de la faiblesse récurrente de leurs perspectives, se replierait de nouveau. L'atonie de la croissance en France entraînerait un nouveau recul de l'emploi marchand (- 52 000 au second semestre, après - 12 000 au premier). Un plus grand nombre d'emplois aidés dans les branches non marchandes permettrait toutefois à l'emploi total de se stabiliser. La population active progressant légèrement, le taux de chômage augmenterait, de 0,1 point sur le second semestre, et atteindrait 10,3 % à la fin de l'année, soit le même niveau qu'à l'été 2013.

À l'import comme à l'export, la diminution trimestrielle est imputable au repli des échanges dans la fabrication de produits chimiques, parfums et cosmétiques, un secteur phare de la région. Sur un an, les produits pharmaceutiques contribuent en grande partie à la baisse du commerce extérieur, avec des chutes respectives de 28 % pour les importations et 18 % pour les exportations. L'Union européenne reste le partenaire privilégié de la région même si les mouvements avec cette zone se réduisent sur un an (- 8 % pour les exportations et - 5 % pour les importations). Sur cette période, les échanges progressent fortement avec le continent africain.

12 Évolution du commerce extérieur

(en million d'euros, CAF-FAB)



Source : Direction générale des douanes du Centre

Contexte international - Découplage entre pays anglo-saxons et zone euro

Au deuxième trimestre 2014, l'activité de la zone euro a stagné, avec notamment un repli de l'activité en Allemagne et en Italie. L'économie japonaise s'est également contractée. En revanche, la croissance est restée soutenue aux États-Unis et au Royaume-Uni. Ce découplage de l'activité entre pays anglo-saxons et zone euro perdurerait jusqu'à la fin de l'année. Ainsi, aux États-Unis et au Royaume-Uni, la baisse du chômage continuerait de soutenir la demande intérieure et l'activité resterait dynamique. En revanche, dans la zone euro, le niveau élevé du chômage et l'atonie de l'investissement, en particulier en logement, continuerait de freiner la reprise. Au sein de la zone euro, l'activité serait plus dynamique en Espagne et en Allemagne qu'en France et en Italie. De leur côté, les pays émergents tournent au ralenti depuis les épisodes de tensions monétaires à partir du second semestre 2013. D'ici à la fin de l'année, l'activité s'y reprendrait un peu, mais freinée par les resserrments budgétaires et monétaires passés.

Insee Centre

131, rue du faubourg Bannier
45034 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 69 52 52

Directeur de l'Insee : Dominique Perrin
Directeur de la Direccte : Patrice Greliche

Rédacteur en chef : Philippe Calatayud

Relations médias : medias-centre@insee.fr

ISSN : 2262-5658
@Insee 2014

Pour en savoir plus

- Point de conjoncture, octobre 2014, « La reprise différée »

